



TCL

Lundi 1^{er} avril 2024

Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

RETROUVE NOUS SUR TIKTOK !



@npalyon69

et notre site internet



nouveaupartianticapitaliste.fr

Salaires : où est passé 2023 ?

Dans le cadre des négociations salariales en cours, la direction nous propose une augmentation de 3% en deux fois. En 2023, nous avons eu 5% en relation avec une inflation 2022 à 5,2%.

Cette année, on nous dit que l'inflation est en baisse en 2024. Mais en 2023, c'est bien de 4,9% que les prix ont augmenté en moyenne ! Toute augmentation inférieure à ce chiffre n'est en réalité qu'une nouvelle baisse des salaires réels. Si la direction croit pouvoir nous enfumer avec ses chiffres bidonnés, elle se trompe !

« Mesure(s) exceptionnelle »...ment injustes !

La direction propose en plus une prime soi-disant liée au déploiement du billet sans contact pour les personnels de la DCI, des agences commerciales, du service client et de la maintenance billettique.

Étrangement, les CR (pourtant chargés de la vente à bord de ces titres) en sont exclus, tout comme les centaines d'autres salariés de l'entreprise. Pour les CR en revanche, une autre prime est mise en place, mais attention : à la moindre absence, ça saute. Son montant, lui, pourrait être doublé si l'absentéisme général à la conduite baisse de 2%. À gerber.

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

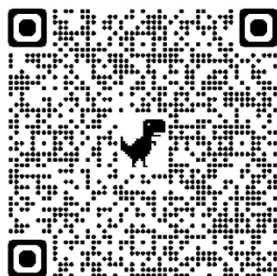
Face à ces propositions inacceptables, plusieurs syndicats ont appelé les travailleurs à la mobilisation par un débrayage de deux heures ce vendredi 5. Certes, un simple débrayage ne suffira certainement pas à satisfaire notre revendication d'une augmentation au moins à hauteur de l'inflation. Mais le pire serait de subir sans réaction.

Ce premier round s'annonce bien suivi, au moins dans certains services ou secteurs. À nous d'être les plus mobilisés possible, et de décider si on se satisfait de la prochaine proposition ou si on remet ça, plus forts et plus nombreux encore !

À la RATP aussi

Avec un jour d'avance sur nous, nos collègues de la RATP font grève ce jeudi. Depuis début 2023, les nouveaux embauchés gagnent 300€ de moins que les anciens, alors même que tous font le même travail. Le diviser pour mieux régner, cette vieille méthode patronale, a de beaux jours devant elle, mais c'est sans compter sur le fait que nous nous unissons dans la lutte, car les salaires sont l'affaire de tous !

Allotissement : les résultats officiels sont tombés. Pour lire notre analyse, suivez le QR code



Sénégal : les urnes et après ?

Les collègues qui tournaient vers Grandclément et le Mas du Taureau dimanche 24 mars ont pu constater la forte mobilisation électorale de la diaspora sénégalaise, parmi laquelle certains collègues, à l'occasion des présidentielles (les bureaux de vote étaient à ces endroits-là). Cette forte implication dans la vie politique montre une aspiration profonde au changement.

Toutefois, au-delà de la participation, force est de constater qu'il n'y a pas grand-chose à attendre du nouveau pouvoir. Certes, le vieux président Macky Sall est dehors. Mais l'équipe qui le remplace, même si elle se dit « de gauche » et « antisystème » veut surtout profiter pour son propre compte des ressources du pays. Ces hauts fonctionnaires et autres hommes d'affaires, très radicaux encore il y a quelques mois, parlent déjà de s'entendre avec la France, ancienne puissance coloniale. Pour les travailleurs qui subissent le coût de la vie et ceux qui se battent depuis plusieurs années contre le régime, il ne faudra compter que sur soi-même !

Pour un monde sans frontières ni patron, urgence révolution !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.